

**Discours de Mme Yaël Braun-Pivet,  
Présidente de l'Assemblée nationale**

**Troisième Sommet parlementaire de la Plateforme de Crimée**

Riga - Jeudi 24 octobre 2024

***SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI***

Chers collègues,

Dix ans.

Dix ans désormais que la Crimée et le Donbass subissent l'occupation russe.

Dix ans de violations éhontées du droit international.

Dix ans de mépris de la Charte des Nations Unies.

Le nom de ce Sommet nous le rappelle, chers collègues : l'agression russe n'a pas commencé le 24 février 2022.

Mais depuis cette date, elle a changé de nature et d'échelle.

Comment tolérer que les bombes ciblent les écoles, les infrastructures énergétiques ou les hôpitaux ?

Comment ne pas s'indigner devant les déportations d'enfants, les menaces d'apocalypse nucléaire ou le cynique chantage alimentaire ?

Mais face à cette guerre d'agression, l'Ukraine n'est pas seule.

Chère Daiga Mierina, merci de réunir ses alliés ici en Lettonie – une nation libre qui sait, dans sa chair, ce que signifie le joug du voisin russe.

Notre engagement est sans équivoque : nos démocraties ne fléchiront pas. Tel est ce message de solidarité et de fermeté que j'ai réaffirmé au Président Zelensky, le 7 juin, à Paris.

Devant les députés français, au lendemain du 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement de Normandie, il avait tenu ces mots: « *Nous sommes fiers d'être les héritiers de ces soldats qui venaient de pays différents mais partageaient la volonté de faire triompher la liberté* ».

80 ans après, nos démocraties sont de nouveau mises à l'épreuve.

Cette guerre concerne donc chacune de nos nations. Chacune de nos assemblées. Car nous sommes les voix des peuples libres, de l'Atlantique à la Baltique, de la Moldavie à la Géorgie.

Oui, nous voulons la paix en Ukraine - mais pas une capitulation.

Nous voulons une paix qui respecte la volonté du peuple ukrainien. Qui respecte le droit international.

Je réaffirme donc l'appui de la France au « Plan de la victoire » du Président Zelensky et à la 2<sup>e</sup> conférence pour la paix. La France y prend toute sa part : encore jeudi dernier, Paris organisait une conférence pour assurer la sécurité nucléaire de l'Ukraine sur le long terme.

Cependant, gagner la paix exige de ne pas perdre la guerre.

Je veux donc être claire : sur chaque front - militaire, économique ou humanitaire - le soutien français demeure total et indéfectible.

Ce serait une grave erreur que de miser sur la lassitude de nos opinions. Poutine n'espère pas notre soutien, il guette notre indifférence.

Nous voulons la paix - mais nous voulons aussi la justice. La Russie devra rendre des comptes. Pour avoir fait du viol une arme de guerre. Pour les enfants déportés.

Il n'y aura pas d'impunité. Nous devons pour cela soutenir la CPI qui a délivré des mandats d'arrêts contre six dirigeants russes, dont Vladimir Poutine.

Chers collègues,

C'est maintenant que se décide le futur de l'Ukraine.

Mais pour que cet avenir soit un avenir de paix, il faut des garanties de sécurité robustes. La France soutient la perspective d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Oui, l'Ukraine a vocation à rejoindre la grande famille transatlantique.

Comme elle rejoindra l'Union européenne. Et je veux ici saluer les progrès exemplaires que l'Ukraine accomplit, cher Rouslan, pour remplir les critères d'adhésion.

Les couleurs ukrainiennes, l'azur et l'or, sont celles du drapeau européen. Ce n'est pas un hasard, c'est un destin.